



GAVI Alliance

# Rapport de situation annuel 2010

Présenté par  
le Gouvernement de  
**Comoros**

Année faisant l'objet du rapport : **2010**  
Demande de soutien pour l'année : **2012**  
Date de présentation : **27.05.2011 07:00:57**

**Date limite de présentation : 1 Jun 2011**

Prière de présenter le rapport de situation annuel 2010 par le biais de la plateforme en ligne  
<https://AppsPortal.gavialliance.org/PDExtranet>

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à : [apr@gavialliance.org](mailto:apr@gavialliance.org) ou aux représentants d'une institution partenaire de GAVI. Les documents pourront être portés à la connaissance des partenaires de GAVI, de ses collaborateurs et du public. Il est possible de présenter le rapport annuel et les pièces jointes en anglais, espagnol, français ou russe.

**Note :** nous vous invitons à utiliser les rapports de situation annuels précédents et les demandes approuvées de soutien de GAVI comme documents de référence. La copie électronique des précédents rapports de situation annuels et des demandes de soutien de GAVI approuvées sont disponibles à l'adresse [http://www.gavialliance.org/performance/country\\_results/index.php](http://www.gavialliance.org/performance/country_results/index.php)

Le Secrétariat de GAVI est dans l'impossibilité de retourner les documents présentés et les pièces jointes au pays. Sauf mention contraire, les documents seront communiqués aux partenaires de GAVI Alliance et au public.

## CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DU SOUTIEN DE GAVI ALLIANCE

### **FINANCEMENT UTILISÉ UNIQUEMENT POUR DES PROGRAMMES APPROUVÉS**

Le pays présentant la demande (« le pays ») confirme que tous les fonds fournis par GAVI Alliance au titre de la présente demande seront utilisés et appliqués dans le seul but de réaliser le(s) programme(s) décrit(s) dans la demande de soutien du pays. Toute modification substantielle du/des programme(s) approuvé(s) devra être révisée et approuvée au préalable par GAVI Alliance. Toutes les décisions de financement pour cette demande sont du ressort du Conseil d'administration de GAVI Alliance et sont subordonnées aux procédures du CEI et à la disponibilité des fonds.

### **AMENDEMENT DE LA PRÉSENTE PROPOSITION**

Le pays avertira GAVI Alliance par le biais de son rapport de situation annuel s'il souhaite proposer des changements à la description du/des programme(s) dans la présente demande de soutien. L'Alliance documentera toute modification qu'elle aura approuvée et la proposition du pays sera amendée.

### **REMBOURSEMENT DES FONDS**

Le pays accepte de rembourser à GAVI Alliance tous les fonds qui ne sont pas utilisés pour le(s) programme(s) décrit(s) dans la présente demande. Le remboursement par le pays s'effectuera en dollars des États-Unis, à moins que GAVI Alliance n'en décide autrement, dans les soixante jours après réception par le pays de la demande de remboursement de GAVI Alliance. Les fonds remboursés seront versés sur le(s) compte(s) désigné(s) par GAVI Alliance.

### **SUSPENSION/RÉSILIATION**

L'Alliance peut suspendre tout ou partie de ses financements au pays si elle a des raisons de soupçonner que les fonds ont été utilisés dans un autre but que pour les programmes décrits dans la présente demande ou toute modification de cette demande approuvée par GAVI. GAVI Alliance se réserve le droit de mettre fin à son soutien au pays pour les programmes décrits dans la présente demande si des malversations des fonds de GAVI Alliance sont confirmées.

### **LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Le pays confirme que les fonds apportés par GAVI Alliance ne seront en aucun cas offerts par lui à des tiers, et qu'il ne cherchera pas non plus à tirer des présents, des paiements ou des avantages directement ou indirectement en rapport avec cette demande qui pourraient être considérés comme une pratique illégale ou une prévarication.

### **CONTRÔLE DES COMPTES ET ARCHIVES**

Le pays réalisera des vérifications annuelles des comptes et les transmettra à GAVI Alliance, conformément aux conditions précisées. L'Alliance se réserve le droit de se livrer par elle-même ou au travers d'un agent à des contrôles des comptes ou des évaluations de la gestion financière afin d'assurer l'obligation de rendre compte des fonds décaissés au pays.

Le pays tiendra des livres comptables précis justifiant l'utilisation des fonds de GAVI Alliance. Le pays conservera ses archives comptables conformément aux normes comptables approuvées par son gouvernement pendant au moins trois ans après la date du dernier décaissement de fonds de GAVI Alliance. En cas de litige sur une éventuelle malversation des fonds, le pays conservera ces dossiers jusqu'à ce que les résultats de l'audit soient définitifs. Le pays accepte de ne pas faire valoir ses privilèges documentaires à l'encontre de GAVI Alliance en rapport avec tout contrôle des comptes.

### **CONFIRMATION DE LA VALIDITE JURIDIQUE**

Le pays et les signataires pour le Gouvernement confirment que la présente demande de soutien est exacte et correcte et représente un engagement juridiquement contraignant pour le pays, en vertu de ses lois, à réaliser les programmes décrits dans la présente demande.

### **CONFIRMATION DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GAVI ALLIANCE SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ**

Le pays confirme qu'il a pris connaissance de la politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité et qu'il en respectera les obligations.

### **UTILISATION DE COMPTES BANCAIRES COMMERCIAUX**

Il incombe au Gouvernement du pays éligible de vérifier avec toute la diligence requise l'adéquation des banques commerciales utilisées pour gérer le soutien en espèces de GAVI, notamment le RSS, le SSV, l'appuis aux OSC et les allocations d'introduction des vaccins. Le représentant soussigné du Gouvernement confirme que le Gouvernement assumera l'entière responsabilité du remplacement du soutien en espèces de GAVI qui serait perdu en raison d'une faillite de la banque, de fraude ou tout autre événement imprévu.

### **ARBITRAGE**

Tout litige entre le pays et GAVI Alliance occasionné par la présente demande ou en rapport avec elle qui n'aura pas été réglé à l'amiable dans un délai raisonnable sera soumis à un arbitrage à la demande de GAVI Alliance ou du pays. L'arbitrage sera conduit conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sanction arbitrale, comme règlement final de ce différend. Le lieu de l'arbitrage sera Genève, Suisse. La langue de l'arbitrage sera l'anglais.

Pour tout litige portant sur un montant égal ou inférieur à \$US 100 000, un arbitre sera désigné par GAVI Alliance. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à \$US 100 000, trois arbitres seront nommés comme suit : GAVI Alliance et le pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre qui présidera.

L'Alliance ne pourra être tenue pour responsable auprès du pays de toute réclamation ou perte en rapport avec les programmes décrits dans la présente demande, y compris et sans limitation, toute perte financière, conflit de responsabilités, tout dommage matériel, corporel ou décès. Le pays est seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre des programmes décrits dans la présente demande.

### **En préparant ce rapport de situation annuel, le pays informera GAVI :**

- des activités réalisées en utilisant les ressources de GAVI pour l'année dernière ;
- des problèmes importants rencontrés et de la manière dont le pays a tenté de les surmonter ;
- du respect des exigences de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du financement versé par GAVI et des dispositions nationales avec les partenaires de développement ;
- de la demande de fonds supplémentaires approuvés précédemment dans une précédente demande de SSV/SVN/RSS, mais qui n'ont pas été versés ;
- de la manière dont GAVI peut rendre le rapport de situation annuel plus adapté aux besoins des gouvernements tout en respectant les principes de responsabilité et de transparence de l'Alliance.

## 1. Caractéristiques du Soutien

Année faisant l'objet du rapport : 2010

Demande de soutien pour l'année : 2012

### 1.1. SVN et SSI

Type de soutien	Vaccin	Présentation préférée	Valable jusqu'en
SVN	DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	DTC-HepB-Hib, 10 doses/flacon, liquide	2015

### Prolongation du programme

Aucun soutien ne peut bénéficier d'une prolongation cette année.

### 1.2. Soutiens SSV, RSS et OSC

Soutien actuel	Valable jusqu'en
SSV	2011



## 2. Signatures

Veillez remplir tous les champs surlignés en bleu. Ensuite, imprimez cette page, faites-la dater et signer par les personnes concernées, puis téléchargez les documents signés et scannés à la section 13 « Pièces jointes ».

### 2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

En apposant sa signature sur la présente page, le Gouvernement de Comoros atteste de la validité des informations fournies dans le rapport, y compris toutes les pièces jointes, les annexes, les états financiers et/ou les rapports de vérification des comptes. Le Gouvernement confirme également que les vaccins, le matériel de vaccination et les fonds ont été utilisés conformément aux clauses et conditions générales de GAVI Alliance telles que précisées dans le présent rapport de situation annuel.

Pour le Gouvernement de Comoros

Veillez noter que ce rapport de situation annuel ne sera ni examiné ni approuvé par le Comité d'Examen Indépendant (CEI) s'il n'est pas muni des signatures du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances ou de leur représentant autorisé.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé) :		Ministre des Finances (ou son représentant autorisé) :	
Nom	Dr Sounhadj Attoumane	Nom	Mr Mohamed Bacar Dossar
Date		Date	
Signature		Signature	

Ce rapport a été préparé par :

**Note :** pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom complet	Fonction	Téléphone	Courriel	Action
Dr Sainda MOHAMED	DPC/OMS et ancienne Coordinatrice Nationale du PEV	00 269 332 04 48	saindam@km.afro.who.int	
Mr Abdou Said Abdallah MKANDZILE	Logisticien National du PEV	00 269 332 65 12	amkandzile@yahoo.fr	

## 2.2. Page des signatures du CCIA

Si le pays rend compte du soutien aux services de vaccination (SSV), du soutien à la sécurité des injections (SSI) et du soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN).

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCIA confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière.

### 2.2.1. Aval du rapport par le CCIA

Nous soussignés, membres du Comité de coordination interagences (CCIA), avalisons le présent rapport. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

**Note :** pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisme	Signature	Date	Action
Dr Sounhadj Attoumane	Ministère de la Santé, de la Solidarité et de la Promotion du Genre			
Mr Mohamed Bacar Dossar	Ministère des Finances, du Budget et de l'Entreprenariat féminin			
Dr El Badaoui Mohamed	Pharmacie Nationale Autonome des Comores			
Dr Naouirou Mhadji	Direction Nationale de la Santé			
Dr Karima Abdérémane	Direction de la Promotion de la Santé			
Mr Daniel Ali Ismaël	Croissant Rouge Comorien			
Dr Kassankogno Yao	OMS			
Mme Susan Ngongi	UNICEF			
Mr Mamadou Boina Maécha	UNFPA			

Si le CCIA le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : [apr@gavialliance.org](mailto:apr@gavialliance.org)

Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

Observations du Groupe de travail régional :



## 2.3. Page des signatures du CCSS

*Si le pays rend compte du soutien au RSS.*

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCSS confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière. De plus, le CCSS confirme que le contenu du présent rapport est fondé sur des données financières exactes et vérifiables.

### 2.3.1. Aval du rapport par le CCSS

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé (CCSS), , avalisons ce rapport relatif au programme de renforcement du système de santé. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

**Note** : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action

Si le CCSS le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : [apr@gavialliance.org](mailto:apr@gavialliance.org)

Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

Observations du Groupe de travail régional :

## 2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI Alliance aux OSC (type A et B)

Le présent rapport a été préparé en consultation avec les représentants des OSC qui participent aux mécanismes de coordination à l'échelon national (CCSS ou équivalent et CCIA) et les personnes chargées du recensement des OSC (pour le soutien de type A), ainsi qu'avec les personnes qui reçoivent un soutien financier de GAVI pour les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC (pour le soutien de type B).

### 2.4.1. Responsables de la rédaction du rapport sur le soutien aux OSC

Le présent rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC a été préparé par :

**Note :** pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action

### 2.4.2. Aval du rapport sur le soutien aux OSC

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé, , avalisons le présent rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC.

**Note :** pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action

La signature de l'aval n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

### 3. Table des Matières

Ce rapport de situation annuel rend compte des activités menées par Comoros de janvier à décembre 2010 et précise les demandes pour la période comprise entre janvier et décembre 2012

#### Sections

##### Introduction

Page de couverture

Clauses et conditions générales du soutien de GAVI Alliance

##### 1. Caractéristiques du soutien

1.1. SVN et SSI

1.2. SSV, RSS et OSC

##### 2. Signatures

2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

2.2. Page des signatures du CCIA

2.3. Page des signatures du CCSS

2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI Alliance aux OSC (type A et B)

##### 3. Table des Matières

##### 4. Données de Référence et Objectifs Annuels

**Tableau 1** : Données de référence

##### 5. Gestion du Programme Général

5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

5.2. Résultats de la vaccination en 2010

5.3. Évaluations des données

5.4. Dépenses globales et financement de la vaccination

**Tableau 2a** : Dépenses globales et financement de la vaccination

**Tableau 2b** : Dépenses globales pour la vaccination inscrites au budget

5.5. Comité de coordination interagences (CCIA)

5.6. Activités prioritaires de 2011 à 2012

5.7. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

##### 6. Soutien aux Services de Vaccination (SSV)

6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2010

6.2. Gestion des fonds du SSV

6.3. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2010

6.4. Demande de récompense au titre du SSV

**Tableau 3** : Calcul de la récompense escomptée au titre du SSV

##### 7. Soutien aux Vaccins Nouveaux ou Sous-utilisés (SVN)

7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination de 2010

**Tableau 4** : Doses vaccinales reçues

7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2010

7.3. Rapport sur le cofinancement du pays en 2010 (le cas échéant)

- Tableau 5 : Quatre questions sur le cofinancement du pays en 2010**
- 7.4. Gestion des vaccins (GEEV/GEV/EGV)
  - 7.5. Changement de présentation d'un vaccin
  - 7.6. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2011
  - 7.7. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2012
  - 7.8. Division des approvisionnements de l'UNICEF : prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés
- Tableau 6.1 : Prix des produits selon l'UNICEF**
- Tableau 6.2 : Frais de transport**
- 7.9. Calcul des besoins

**Tableau 7.1.1 : Caractéristiques: DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid**  
**Tableaux de cofinancement pour DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid**

**Tableau 7.1.2 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (soutien de GAVI)**

**Tableau 7.1.3 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (quote-part du pays)**

**Tableau 7.1.4 : Calcul des besoins**

## 8. Soutien à la Sécurité des Injections (SSI)

## 9. Programme de Renforcement du Système de Santé (RSS)

## 10. Programme relatif aux Organisations de la Société Civile (OSC)

## 11. Observations

## 12. Annexes

*États financiers pour le soutien aux services de vaccination (SSV) et les allocations d'introduction de nouveaux vaccins*

*États financiers pour le renforcement du système de santé (RSS)*

*États financiers pour le soutien aux organisations de la société civile (OSC) de type B*

## 13. Pièces Jointes

13.1. Liste de documents justificatifs joints au présent rapport de situation annuel

13.2. Pièces jointes

## 4. Données de Référence et Objectifs Annuels

Tableau 1 : Données de référence

Donnée	Objectifs					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre total de naissances	20,612	21,161	21,729	22,314	22,919	23,542
Nombre total de décès de nourrissons	1,772	1,819	1,867	1,917	1,969	2,024
Nombre total de nourrissons survivants	18,840	19,342	19,862	20,397	20,950	21,518
Nombre total de femmes enceintes	34,353	24,688	25,350	26,033	27,501	28,251
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec le BCG	15,769	19,468	20,643	21,198	21,773	22,365
Couverture du BCG (%) *	77%	92%	95%	95%	95%	95%
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec les trois doses du VPO	15,360	17,021	17,875	18,969	19,483	20,014
Couverture du VPO3 (%) **	82%	88%	90%	93%	93%	93%
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 <sup>ère</sup> dose du DTC ***	15,316	17,408	18,471	19,377	19,902	20,444
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 3 <sup>e</sup> dose du DTC ***	13,889	17,021	17,875	18,969	19,483	20,014
Couverture des trois doses du DTC (%) **	74%	88%	90%	93%	93%	93%
Taux de perte <sup>[1]</sup> pendant l'année de référence et prévu par la suite (%)	10%	5%	10%	10%	10%	10%
Facteur de perte <sup>[1]</sup> pendant l'année de référence et prévu par la suite	1.11	1.05	1.11	1.11	1.11	1.11
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 <sup>ère</sup> dose du vaccin HepB et/ou Hib	15,316	17,408	18,471	19,377	19,902	20,444
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 3 <sup>e</sup> dose du vaccin HepB et/ou Hib	13,889	17,021	17,875	18,969	19,483	20,014
Couverture de la 3 <sup>e</sup> dose (%) **	74%	88%	90%	93%	93%	93%
Taux de perte <sup>[1]</sup> pendant l'année de référence et prévu par la suite (%)	10%	5%	10%	10%	10%	10%
Facteur de perte <sup>[1]</sup> pendant l'année de référence et prévu par la suite	1.11	1.05	1.11	1.11	1.11	1.11

Donnée	Objectifs					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 <sup>ère</sup> dose du vaccin antirougeoleux	13,657	16,441	17,279	18,357	19,483	20,013
Couverture du vaccin antirougeoleux (%) **	72%	85%	87%	90%	93%	93%
Femmes enceintes vaccinées avec l'AT+	12,962	14,813	17,238	18,483	20,076	21,189
Couverture de l'AT+ (%) ****	38%	60%	68%	71%	73%	75%
Supplémentation en vitamine A des mères six semaines avant l'accouchement						
Supplémentation en vitamine A des nourrissons après l'âge de six mois	32,700	79,228	83,439	62,122	96,808	101,703
Taux annuel d'abandon du DTC [ ( DTC1 - DTC3 ) / DTC1 ] x 100	9%	2%	3%	2%	2%	2%

\* Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de naissances

\*\* Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de nourrissons survivants

\*\*\* Indiquer le nombre total d'enfants vaccinés avec le DTC seul ou avec un vaccin associé

\*\*\*\* Nombre de femmes enceintes vaccinées avec l'AT+ par rapport au nombre total de femmes enceintes

<sup>1</sup> Formule pour calculer le taux de perte d'un vaccin (en pourcentage) :  $[(A - B) / A] \times 100$ , sachant que A = le nombre de doses distribuées pour utilisation conformément aux registres d'approvisionnement, déduction faite du solde en stock à la fin de la période d'approvisionnement, et B = le nombre de vaccinations réalisées avec le même vaccin pendant la même période.

## 5. Gestion du Programme Général

### 5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

**Note :** Avant de continuer, veuillez remplir le tableau à la section 4. [Données de Référence et Objectifs Annuels](#).

Les chiffres pour 2010 doivent correspondre aux chiffres que le pays a transmis dans le **Formulaire de Rapport Conjoint OMS/UNICEF de notification des activités de vaccination pour 2010**. Les chiffres pour 2011 à 2015 dans le tableau à la section 4. [Données de Référence et Objectifs Annuels](#) doivent cadrer avec ceux que le pays a fournis à GAVI dans le précédent rapport de situation annuel ou dans une nouvelle demande de soutien à GAVI, ou encore dans le PPAC.

Dans les espaces ci-dessous, veuillez justifier les différences entre les chiffres qui figurent dans le présent rapport de situation annuel et ceux des documents de référence.

Justifiez tout changement apporté au nombre des **naissances**

NA

Justifiez tout changement apporté au nombre des **nourrissons survivants**

NA

Justifiez tout changement apporté aux **objectifs par vaccin**

NA

Justifiez tout changement apporté au taux de **perte par vaccin**

Nous espérons changer de présentation pour le DTC-HépB-Hib en passant du flacon à 1 dose à celui de 10 doses en 2012. Le taux de perte changera donc aussi et au lieu de 5% on sera à 10%.

### 5.2. Résultats de la vaccination en 2010

#### 5.2.1.

Veuillez commenter les résultats du programme de vaccination par rapport aux objectifs (tels qu'ils figurent dans le rapport de situation de l'an dernier), les principales activités réalisées ainsi que les obstacles rencontrés en 2010 et la manière dont ils ont été levés :

Le taux de couverture prévue pour le pentavalent était de 85% mais nous n'avons atteint que 73,7%. Ceci a été le résultat de 2 ruptures de stock accusées en début et en milieu d'année due à la destruction d'un lot de vaccins floculés, et de l'occupation du personnel par la préparation des campagnes de vaccination effectuées en 2010. En effet, une campagne de vaccination antirougeoleuse et anti-A H1N1 ont été menées dans les 3 îles. Une enquête de couverture vaccinale a été effectuée juste après la campagne de vaccination et a permis de faire aussi une évaluation de la couverture de routine chez les enfants de 12 à 24 mois. Le guide national de vaccination et le PPAC 2011-2014 ont été élaborés et validés cette année 2010. Des activités de stratégies avancées ont aussi été menées pour essayer de rattraper la couverture vaccinale avec l'appui de l'OMS, l'Unicef et les fonds GAVI.

#### 5.2.2.

Si les objectifs n'ont pas été atteints, veuillez en donner les raisons :

L'insuffisance en ressources humaines et le manque de vaccins durant une longue période (janvier à avril 2010, puis juillet 2010) ont fait que nous n'avons pas pu atteindre l'objectif fixé de 85%. Il y a aussi le fait que beaucoup de nos réfrigérateurs ont été en panne dans 9 structures sanitaires et que ceux attendus grâce au financement de la JICA ne sont pas arrivés à temps en 2010, mais aussi qu'il y avait un manque en véhicules.

### 5.2.3.

Les hommes et les femmes ont-ils accès sur un même pied d'égalité aux services de vaccination ? **Yes**

**Dans la négative**, veuillez décrire comment vous prévoyez d'améliorer l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux services de vaccination.

**Si vous ne disposez pas de données à ce sujet**, prévoyez-vous de recueillir des informations ventilées par sexe sur la vaccination systématique ?

**Dans l'affirmative**, veuillez décrire brièvement la manière dont votre pays est parvenu à l'égalité d'accès entre hommes et femmes.

Tous nos enfants garçons ou filles se font tous vacciner sans discrimination de sexe. En effet, des enquêtes sur la couverture vaccinale ont été menées en 2007 et en 2010, et le ratio calculé a démontré qu'il n'y avait aucune discrimination entre les 2 sexes quant à la vaccination de la petite enfance.

### 5.2.4.

Veuillez donner quelques précisions sur les succès obtenus et les difficultés rencontrées en 2010 pour garantir l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux services de vaccination.

**SO**

## 5.3. Évaluation des données

### 5.3.1.

Veuillez expliquer tout écart entre les données sur la couverture vaccinale provenant de différentes sources (par exemple, si les données de l'enquête indiquent des niveaux de couverture différents de ceux qui ont été mesurés par le système de production des données administratives, ou si l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale diffère de l'estimation nationale officielle)\*.

**SO**

\* Veuillez noter que les estimations OMS/UNICEF pour 2010 ne seront disponibles qu'en juillet 2011 et peuvent comporter des changements rétrospectifs dans les séries chronologiques.

### 5.3.2.

A-t-on réalisé une évaluation des systèmes de production des données administratives depuis 2009?

**No**

**Dans l'affirmative**, veuillez décrire ces évaluations et en indiquer la date.

### 5.3.3.

Veuillez décrire toute activité entreprise pour améliorer les systèmes de production des données administratives depuis 2008.

L'outil de collecte des données (fiche de rapport d'activités mensuel du PEV) a été amélioré afin de pouvoir prendre en compte le maximum d'information sur la couverture vaccinale, le taux de perte, la surveillance des maladies, la vaccination des femmes enceintes et en âge de procréer et de celles qui ont déjà fini leur vaccins. La matrice de compilation des données au niveau intermédiaire et national (version électronique) a été revue et améliorée en conséquence, afin de permettre le traitement et l'analyse des données provenant de la périphérie, tout en utilisant un système de protection de certaines cellules pour éviter les erreurs lors de la saisie des données. Enfin, lors de supervisions formatives du niveau central vers la périphérie, un contrôle des données est toujours effectué, en comparant les données envoyées au niveau central en version électronique et celles existants au niveau périphérique en version papier.

#### 5.3.4.

Veuillez décrire les plans mis en place, ou qui le seront, pour améliorer encore les systèmes de production des données administratives.

L'outil de collecte des données a été installé dans tous les districts où il y a un matériel informatique afin de faciliter la collecte à la fin du mois et éviter que les données ne soient pas envoyées par manque d'outil de collecte. La périphérie envoie leurs données tous les mois au niveau intermédiaire, et en même temps ils s'approvisionnent en vaccins.

Le niveau central a mis à la disposition des responsables PEV des îles d'Anjouan et de Mohéli, une ligne internet afin d'accroître la promptitude des données vers le niveau central. Comme le niveau central se trouve dans la troisième île, les données n'ont pas de difficultés à nous parvenir à temps à ce niveau là.

#### 5.4. Dépenses globales et financement de la vaccination

L'objet des **tableaux 2a** et **tableaux 2b** ci-dessous est d'aider GAVI à comprendre les grandes tendances des dépenses du programme de vaccination et des flux financiers. Veuillez remplir les tableaux en utilisant des dollars des États-Unis.

<b>Taux de change utilisé</b>	1 \$US = 349	Saisissez uniquement le taux de change, et non le nom de la devise
-------------------------------	--------------	--

**Tableau 2a** : Dépenses globales et financement de la vaccination, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

**Note** : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Dépenses par catégorie	Dépenses année 2010								Actions
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	Nom du donateur CARITAS	Nom du donateur AIFO	Nom du donateur	
Vaccins traditionnels *	51,302			22,434					
Nouveaux vaccins	192,734	18,124	174,310						
Matériel d'injection avec seringues autobloquantes	26,640	300	3,906	22,434					
Matériel d'injection avec seringues autres que seringues autobloquantes									
Équipement de la chaîne du froid									
Personnel	43,133	29,233		2,409	2,491	6,000	3,000		
Autres coûts de fonctionnement	17,391		5,931	4,721	6,739				
Activités vaccinales supplémentaires	134,054	43,806		55,864	34,384				
<b>Total dépenses de vaccination</b>	465,254								
<b>Total dépenses</b>		91,463	184,147	85,428	43,614	6,000	3,000		

<i>Dépenses par catégorie</i>	Dépenses année 2010								Actions
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	Nom du donateur CARITAS	Nom du donateur AIFO	Nom du donateur	
gouvernementales de santé									

\* Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1<sup>ère</sup> dose du vaccin antirougeoleux (ou du vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

**Tableau 2b** : Dépenses globales pour la vaccination inscrites au budget, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

**Note** : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

<i>Dépenses par catégorie</i>	Inscrites au budget année 2012	Inscrites au budget année 2013	Actions
Vaccins traditionnels *	33,799	37,566	
Nouveaux vaccins	216,079	228,272	
Matériel d'injection avec seringues autobloquantes	21,976	22,491	
Matériel d'injection avec seringues autres que seringues autobloquantes			
Équipement de la chaîne du froid	23,609	47,404	
Personnel	28,860	29,437	
Autres coûts de fonctionnement	21,474	22,232	
Activités vaccinales supplémentaires		167,527	
<b>Total dépenses de vaccination</b>	345,797	554,929	

\* Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1<sup>ère</sup> dose du vaccin antirougeoleux (ou vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

Veillez décrire les tendances des dépenses et du financement de la vaccination pour l'année faisant l'objet du rapport, par exemple les différences entre les prévisions de dépenses, de financement et de déficit et la situation réelle. Expliquez en détail les raisons des tendances rapportées et décrivez les perspectives de viabilité financière pour le programme de vaccination au cours des trois prochaines années ; indiquez si les déficits de financement sont gérables, s'ils constituent un obstacle ou s'ils sont très inquiétants. Dans les deux derniers cas, veuillez expliquer les stratégies mises en œuvre pour combler les déficits et indiquez les sources/causes des déficits.

### 5.5. Comité de coordination interagences (CCIA)

Combien de réunions le CCIA a-t-il tenues en 2010? **3**

Veillez joindre les comptes rendus ( document numéro **4** ) de toutes les réunions du CCIA tenues en 2010, y compris celui de la réunion au cours de laquelle le présent rapport a été approuvé.

Dressez la liste des principales préoccupations ou recommandations, le cas échéant, formulées par le CCIA sur les sections [5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés](#) à [5.4 Dépenses globales et financement de la vaccination](#)

Des Organisations de la Société Civile (OSC) sont-elles membres du CCIA ? **Yes**

**Dans l'affirmative**, lesquelles ?

**Note** : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Liste des OSC membres du CCIA :	Actions
CROISSANT ROUGE COMORIEN	

## 5.6. Activités prioritaires de 2011 à 2012

Quels sont les principaux objectifs et les activités prioritaires du pays pour son PEV de 2011 à 2012 ? Sont-ils liés au PPAC ?

Les objectifs du PNDS 2010-2014 (Plan National du Développement Sanitaire) relatifs au PEV sont liés au PPAC:

Les objectifs généraux pour la survie de l'enfant sont:

- Réduire le taux de mortalité infanto-juvénile de 71 à 50 pour mille NV d'ici 2014
- Réduire le taux de mortalité néonatale de 33 à 15 pour mille NV d'ici 2014.

L'objectif spécifique répondant au PEV est: Augmenter et maintenir la CV à 90% pour tous les antigènes et dans tous les districts d'ici 2014;

Les actions à entreprendre sont:

- élaborer et mettre en oeuvre une politique nationale du PEV incluant la sécurité des injections, la chaîne de froid et la gestion du PEV;
- assurer l'approvisionnement en vaccins et matériels de vaccination de routine et de campagne;
- assurer la recherche active des perdus de vue à tous les niveaux;
- développer un plan de réhabilitation et de maintenance du parc de la chaîne du froid (réfrigérateurs à énergie solaire);
- doter les districts de microplans budgétisés et actualisés;
- mettre en oeuvre l'approche ACD selon les microplans;
- former le personnel et les étudiants de l'EMSP sur le MLM;
- assurer le déparasitage et la supplémentation en micronutriments

## 5.7. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

Tous les pays sont priés de rendre compte des progrès du plan de transition pour la sécurité des injections.

Veuillez indiquer quels types de seringues ont été utilisés et les sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2010

**Note :** Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Vaccin	Types de seringues utilisés dans le PEV systématique en 2010	Sources de financement en 2010	Actions
BCG	SAB 0,05ml	UNICEF	
Vaccin antirougeoleux	SAB 0,5ml	UNICEF	
Anatoxine tétanique	SAB 0,5ml	UNICEF	
Vaccin contenant le DTC	SAB 0,5ml	GAVI et Gouvernement Comorien en cofinancement	

Le pays dispose-t-il d'un plan/d'une politique de sécurité des injections ? **No**

**Dans l'affirmative :** Avez-vous rencontré des obstacles pendant la mise en oeuvre de ce plan/politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

**Dans la négative :** Quand le pays préparera-t-il un plan ou une politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

Un nouveau plan stratégique de la sécurité des injections devait être élaboré en 2010, avec l'appui de l'OMS et de l'UNICEF, mais pour des raisons de calendrier l'activité n'a pas pu avoir lieu.

Veuillez expliquer comment en 2010 les déchets coupants ont été éliminés, quels ont été les problèmes rencontrés, etc.

Tous les services de vaccination utilisent les boîtes de sécurité pour la collecte des seringues autobloquantes

utilisées.

9 centres de santé sur 17 ont un incinérateur de type Monfort. seulement 3 sont opérationnels 2 sont à réhabiliter et 4 manquent d'opérateurs. Il existe un incinérateur au CHN El Maarouf (préfabriqué) qui appuie aussi les districts avoisinants pour l'incinération de leurs déchets piquants. Certains Centres de Santé de Districts (CSD) brûlent leurs déchets à l'air libre ou alors les collectent et les envoient pour incinération dans les centres pourvus d'incinérateurs qui sont fonctionnels.

## 6. Soutien aux Services de Vaccination (SSV)

### 6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2010

	Montant
Fonds reçus en 2010	US\$ 0
Solde (report) de 2009	US\$ 26,737
Solde à reporter sur 2011	US\$ 19,165

Veillez rendre compte des principales activités réalisées pour renforcer la vaccination en utilisant les fonds du SSV en 2010

Entretien et frais généraux : paiement des factures téléphoniques et internet = 690 522 kmf

Equipement de la Coordination Nationale du PEV: achat de photocopieur, vidéoprojecteur, appareil photo numérique, modem externe, imprimante/scanner = 1 293 500 kmf

installation des lignes internet dans les îles d'Anjouan et de Mohéli = 115 750 kmf

Véhicules : réparation des véhicules de certains CSD pour appuyer la stratégie avancée et de la CNPEV = 243 250 kmf

contribution à l'atelier de validation du guide national du PEV = 299 375 kmf

### 6.2. Gestion des fonds du SSV

Une évaluation de la gestion financière (EGF) de GAVI a-t-elle été réalisée avant ou pendant l'année calendaire 2010 ? **No**

**Dans l'affirmative**, veuillez compléter la partie A ci-dessous.

**Dans la négative**, veuillez compléter la partie B ci-dessous.

**Partie A** : décrivez brièvement les progrès accomplis par rapport aux exigences et aux conditions convenues dans un éventuel Aide-Mémoire conclu entre GAVI et le pays, ainsi que les conditions qui n'ont pas été remplies dans la gestion des fonds du SSV.

**Partie B** : décrivez brièvement les dispositions et les procédures de gestion financière utilisées pour vos fonds du SSV. Indiquez si les fonds du SSV ont été inclus dans les plans et le budget du secteur national de santé. Signalez aussi tout problème rencontré lors de l'utilisation du SSV, comme par exemple des retards dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation du programme.

Veillez inclure des détails sur le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental), les procédures d'approbation des budgets, les modalités d'acheminement des fonds aux niveaux sous-nationaux, les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national, et le rôle global du CCIA dans ce processus

Bien que les fonds SSV soient gérés par le Ministère de la Santé, en collaboration avec les membres du CCIA, ils ne sont pas inclus dans le budget du secteur national de la santé.

Le panel de signature est constitué de 4 personnes :

- le Directeur National de la Santé
- le Directeur Général de la Pharmacie Nationale Autonome des Comores (PNAC)
- le Coordonateur Santé du Croissant Rouge Comorien
- le Représentant de l'OMS

Le compte bancaire qui est commercial fonctionne avec une triple signature, après présentation des factures pro forma retenues par la Coordination Nationale du PEV, et le chéquier est gardé par la CNPEV. Après approbation du CCIA, les fonds sont débloqués et utilisés directement par la Coordination Nationale du PEV en concertation avec les Directions de la Santé des îles et les Médecins chefs des districts, tout en suivant le plan d'action validé préalablement par le CCIA. Les pièces justificatives sont gardées au bureau du PEV. Avant signature, il y a une procédure de vérification des documents d'appui par les signataires des chèques. Les fonds sont utilisés directement à partir du compte GAVI-Comores. Un rapport financier est présenté aux membres du CCIA en début de chaque année ainsi qu'un plan de travail annuel élaboré par la Coordination Nationale du PEV avec les activités à financer par les partenaires et le Fonds GAVI.

Les fonds du SSV de GAVI sont-ils inclus dans le budget du secteur national de la santé ? **No**

### 6.3. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2010

Veillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2010 ( document numéro 6 ) (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'Annexe 1). Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

**Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de SSV, de RSS et de soutien aux OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de SSV pendant l'exercice fiscal le plus récent, il faudra le joindre aussi ( document numéro ).**

### 6.4. Demande de récompense au titre du SSV

En juin 2009, le Conseil d'administration de GAVI a décidé d'améliorer le système de suivi des performances des programmes de vaccination et le calcul des récompenses subordonnées aux résultats. À compter de la période de rapport 2008, un pays peut prétendre à une récompense :

- a) si le nombre d'enfants ayant reçu les trois doses du vaccin DTC est plus élevé que l'année précédente (ou que l'objectif initial figurant dans la proposition de SSV approuvée), et
- b) si la couverture déclarée des trois doses du vaccin DTC (données administratives figurant dans le Rapport conjoint de notification des activités de vaccination) correspond à l'estimation OMS/UNICEF de la couverture pour la même année, qui sera publiée à l'adresse : [http://apps.who.int/immunisation\\_monitoring/en/globalsummary/timeseries/tscoveredt\\_p3.htm](http://apps.who.int/immunisation_monitoring/en/globalsummary/timeseries/tscoveredt_p3.htm). (anglais)

Si vous pouvez prétendre à une récompense du SSV au titre des résultats du programme de vaccination de 2010 pour les trois doses du DTC, estimez en le montant en \$US en remplissant le **tableau 3** ci-dessous

**Note :** Le CEI évaluera la section du rapport de situation annuel relative au SSV après publication de l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale.

**Tableau 3 :** Calcul de la récompense escomptée au titre du SSV

	<b>2000</b>	<b>2010</b>
--	-------------	-------------

				A	B
1	Nombre de nourrissons ayant reçu les trois doses du DTC* (données du rapport conjoint) <b>préciser</b>				13,889
2	Nombre déclaré de nourrissons <b>supplémentaires</b> ayant reçu les trois doses du DTC				
3	Calcul	\$20	par enfant supplémentaire ayant reçu les trois doses du DTC		
4	<b>Estimation arrondie de la récompense escomptée</b>				

\* Il s'agit du nombre total de nourrissons qui ont été vaccinés avec les trois doses du DTC seul, auquel on ajoute le nombre de ceux qui ont reçu les trois doses des vaccins associés DTC-HepB et DTC-HepB-Hib.

\*\* L'année de référence est l'année passée au cours de laquelle le pays a vacciné le plus grand nombre de nourrissons avec les trois doses du DTC ou l'objectif initial fixé dans la proposition de SSV approuvée, le nombre le plus élevé étant retenu. Veuillez préciser l'année et le nombre de nourrissons qui ont reçu les trois doses du DTC, tel qu'il a été déclaré dans le rapport conjoint.

## 7. Soutien aux Vaccins Nouveaux ou Sous-utilisés (SVN)

### 7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination de 2010

#### 7.1.1.

Avez-vous reçu la quantité approuvée de doses de vaccins pour le programme de vaccination de 2010 qui vous a été communiquée par GAVI dans sa lettre de décision ? Veuillez remplir le **tableau 4** ci-dessous.

**Tableau 4** : Doses de vaccin reçues

**Note** : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

	[ A ]	[ B ]		
Type de vaccin	Nombre total de doses pour 2010 dans la lettre de décision	Nombre total de doses reçues au 31 décembre 2010 *	Nombre total de doses dont la livraison a été reportée à 2011	Actions
DTP-HepB-Hib	58,800	78,710	0	

\* Prière d'inclure aussi toute expédition de l'année précédente reçue conformément à cette même lettre de décision.

Si les chiffres [A] et [B] ci-dessus sont différents

Quels sont les principaux problèmes rencontrés ? (Utilisation du vaccin plus faible que prévu ? Retard dans les expéditions ? Ruptures de stock ? Stocks excessifs ? Problèmes avec la chaîne du froid ? Doses jetées car la pastille de contrôle des vaccins avait changé de couleur ou en raison de la date d'expiration ?...)

En début d'année nous avons reçu des vaccins floculés (6 550 doses) alors que c'était des reliquats de 2009 reportés en début 2010. Il a donc fallu envoyer un plus grand nombre de vaccins en milieu d'année pour rattraper les enfants non vaccinés pendant la période de rupture de stock de janvier à mars 2010, et éviter par ailleurs d'autres ruptures de stock.

Quelles mesures avez-vous prises pour améliorer la gestion des vaccins, p. ex. ajuster le plan d'expédition des vaccins ? (dans le pays et avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF)

#### 7.1.2.

Pour les vaccins figurant au **tableau 4** ci-dessus, votre pays a-t-il connu une situation de rupture de stock en 2010 ? **Yes**

**Dans l'affirmative**, combien de temps la rupture de stock a-t-elle duré ? **4 mois**

Veuillez décrire la raison et les conséquences de la rupture de stock

En début d'année 2010, nous avons des vaccins floculés que nous avons dû retirer des services de vaccination (2 116 doses). Ce qui a causé une rupture de stock de 2 mois jusqu'en février où nous avons reçu encore d'autres vaccins floculés (6 550 doses), prolongeant la rupture de stock jusqu'en avril 2010. Ce n'est qu'en début avril 2010 que nous avons reçu des vaccins de bonne qualité mais nous avons encore eu une rupture en juillet car il y a eu une sur utilisation des doses reçues s'expliquant par le cumul d'enfants non vaccinés depuis le début de l'année 2010. Tout ceci ne nous a pas permis d'atteindre l'objectif de la couverture vaccinale fixée à 85%.

## 7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2010

### 7.2.1.

Si GAVI a approuvé votre demande d'introduction d'un nouveau vaccin en 2010, veuillez vous reporter au plan d'introduction du vaccin dans la proposition approuvée et rendre compte de vos résultats.

<b>Vaccin introduit</b>		
<b>Introduction progressive</b>		<b>Date d'introduction</b>
<b>Introduction sur tout le territoire national</b>		<b>Date d'introduction</b>
<b>La date et l'échelle de l'introduction sont-elles conformes aux prévisions dans la proposition ?</b>		<b>Dans le cas contraire, pourquoi ?</b>

### 7.2.2.

Quand prévoyez-vous de réaliser une évaluation post-introduction ?

Si votre pays a mené une telle évaluation post-introduction ces deux dernières années, veuillez en joindre le rapport ( document numéro )

### 7.2.3.

A-t-on signalé des manifestations adverses post-immunisation (MAPI) pendant l'année calendaire 2010 ?

Si des cas de MAPI ont été signalés en 2010, veuillez décrire comment ces cas ont été traités et quel a été leur impact sur l'introduction du vaccin

### 7.2.4.

Utilisation de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin (appelée aussi « somme forfaitaire »)

Fonds reçus au titre de l'allocation d'introduction d'un vaccin en 2010

<b>\$US</b>	
<b>Date de réception</b>	

Veuillez rendre compte des principales activités qui ont été entreprises en rapport avec l'introduction d'un nouveau vaccin, en utilisant l'allocation de GAVI pour l'introduction d'un nouveau vaccin.

Veuillez décrire tout problème rencontré dans la mise en œuvre des activités prévues

Existe-t-il un solde de l'allocation d'introduction qui sera reporté ?

Si c'est le cas, combien ? \$US

Veuillez décrire les activités qui seront entreprises avec le solde des fonds :

### 7.2.5.

Détail des dépenses des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010

Veuillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010 ( document numéro ). (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'[Annexe 1.](#)) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.).

### 7.3. Rapport sur le cofinancement du pays en 2010 (le cas échéant)

**Tableau 5 :** Quatre questions sur le cofinancement du pays en 2010

<b>Q. 1 : Quel a été le montant réel de votre quote-part et des doses cofinancées en 2010 ?</b>		
<b>Versements du cofinancement</b>	<b>Montant total en \$US</b>	<b>Montant total en doses</b>
1 <sup>er</sup> vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	18,424	3,900
2 <sup>e</sup> vaccin alloué		
3 <sup>e</sup> vaccin alloué		
<b>Q. 2 : Quelles sont les sources de fonds pour le cofinancement ?</b>		
Gouvernement		
Donateur		
Autres		
<b>Q. 3 : Quels facteurs ont accéléré, ralenti ou entravé la mobilisation des ressources pour le cofinancement des vaccins ?</b>		
1. L'Union des Comores ne peuvent pas débloquer le montant total du cofinancement en une seule fois, car nous avons un cycle budgétaire trimestriel. Ce qui nous oblige parfois à payer l'achat des vaccins par tranche pour ne pas avoir à accuser du retard.		
2.		
3.		
4.		
<b>Q. 4: Y a-t-il eu des différences entre le calendrier prévu des paiements et le calendrier réel pendant l'année faisant l'objet du rapport ?</b>		
<b>Calendrier des versements du cofinancement</b>	<b>Date prévue de versement pour 2012</b>	
	(numéro du mois, ex: 8 pour août)	
1 <sup>er</sup> vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	9	
2 <sup>e</sup> vaccin alloué		
3 <sup>e</sup> vaccin alloué		

Si le pays se trouve en situation de défaut de cofinancement, veuillez décrire et expliquer les mesures que le pays prévoit de prendre pour s'acquitter de ses obligations de cofinancement. Pour plus d'informations, voir la politique de GAVI Alliance sur le défaut de cofinancement [http://www.gavialliance.org/resources/9\\_Co\\_Financing\\_Default\\_Policy.pdf](http://www.gavialliance.org/resources/9_Co_Financing_Default_Policy.pdf) (anglais).

Le soutien de GAVI aux nouveaux vaccins est-il inclus dans le budget du secteur national de la santé ? **No**

#### 7.4. Gestion des vaccins (GEEV/GEV/EGV)

En vertu des nouvelles directives, les pays seront tenus de réaliser une évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EGV) avant de présenter une demande de soutien en vue de l'introduction d'un nouveau vaccin.

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de l'efficacité de la gestion des entrepôts de vaccin (GEEV) ? **17.11.2008**

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de la gestion vaccinale (GEV) ? **17.11.2008**

Si votre pays a réalisé une GEEV ou une GEV au cours des trois dernières années, veuillez en joindre les rapports. ( document numéro **7** )

Un rapport sur la VMA doit être joint lorsque le pays a introduit un vaccin nouveau ou sous-utilisé avec le soutien de GAVI avant 2008.

Veuillez noter que les outils d'évaluation de l'efficacité de la gestion des entrepôts de vaccins (GEEV) et d'évaluation de la gestion des vaccins (GEV) ont été remplacés par un outil intégré d'évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EGV). Pour de plus amples informations sur l'outil d'évaluation de la gestion des vaccins, voir [http://www.who.int/Immunisation\\_delivery/systems\\_policy/logistics/en/index6.html](http://www.who.int/Immunisation_delivery/systems_policy/logistics/en/index6.html) (anglais).

Les pays qui ont déjà réalisé une GEEV, une GEV ou une EGV sont priés de rendre compte des activités menées dans le cadre du plan d'action ou du plan d'amélioration préparé après la GEEV/GEV/EGV.

Parmi les recommandations issues de l'EGV faite en 2008 et en dehors de celles déjà mises en oeuvre depuis 2009, les principales activités menées en 2010 sont:

- Développer et afficher un plan d'urgence en cas de problème de la chaîne de froid pour chaque district
- Réactiver et intensifier la supervision formative dans toutes les structures du PEV
- Utiliser la gestion informatisée à la DGS Mohéli et uniformiser celle manuelle dans les postes de vaccination
- Afficher la liste des vaccins et indicateurs de gestion sur le réfrigérateur pour une meilleure visibilité
- Utiliser les bons de commande standards à tous les niveaux

Quand prévoit-on de réaliser la prochaine évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EVM) ? **13.06.2012**

#### 7.5. Changement de présentation d'un vaccin

Si vous préférez recevoir en **2012** une présentation vaccinale qui diffère de celle qui vous est actuellement fournie (par exemple nombre de doses par flacon, forme (liquide/lyophilisée), etc.), veuillez donner les caractéristiques du vaccin et joindre le compte rendu de la réunion du CCIA qui a recommandé le changement de présentation vaccinale. Si le vaccin est fourni par l'UNICEF, la planification d'un changement de présentation devrait commencer après la

réception de la lettre de décision pour l'année suivante, en tenant compte des activités nationales requises pour modifier la présentation ainsi que la disponibilité des approvisionnements.

Veillez préciser ci-dessous la nouvelle présentation du vaccin :

Après avoir étudié les critères de la nouvelle présentation qui est actuellement disponible, l'Union des Comores opte pour utiliser le vaccin pentavalent DTC-HépB-Hib liquide 10 doses au lieu de 1 dose.

Veillez joindre le compte rendu de la réunion du CCIA et du Groupe technique consultatif national sur la vaccination (GTCV) (le cas échéant) ( document numéro 5 ) qui a approuvé la demande de changement.

#### **7.6. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2011**

Si 2011 est la dernière année de soutien pluriannuel approuvé pour un vaccin donné et si le pays souhaite continuer à bénéficier du soutien de GAVI, il devra demander une prolongation de l'accord de cofinancement conclu avec GAVI. Ce soutien commencera en 2012 pour la durée d'un nouveau plan pluriannuel complet (PPAC).

Par la présente, le pays demande une prolongation du soutien de GAVI pour le vaccin DTC-HépB-Hib pour la période comprise entre 2012 et 2014. En même temps, il s'engage à cofinancer l'achat du vaccin DTC-HépB-Hib, conformément aux niveaux minimaux fixés par GAVI pour les quotes-parts qui figurent à la section [7.9 Calcul des besoins](#).

La prolongation pluriannuelle du soutien au vaccin DTC-HépB-Hib correspond au nouveau PPAC pour les années 2012 à 2014 qui est joint à ce rapport de situation annuel ( document numéro 8 ).

Le CCIA du pays a approuvé cette demande de prolongation du soutien au vaccin DTC-HépB-Hib lors de la réunion dont le compte rendu est joint au présent rapport ( document numéro 5 ).

#### **7.7. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2012**

Voici le processus pour demander un soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN) pour la vaccination en 2012

Confirmez ci-dessous que votre demande pour le soutien aux vaccins en 2012 est conforme à la section [7.9 Calcul des besoins](#) : Yes

Si vous ne confirmez pas, veuillez expliquer pourquoi

## 7.8. Prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés

**Tableau 6.1** : Prix des produits

Prix estimés pour l'approvisionnement en vaccins et le coût du fret associé: pour 2011 ces prix proviennent de la Division des approvisionnements de l'UNICEF ; en 2012 et à l'avenir, ces prix proviendront du Secrétariat de GAVI Alliance.

Vaccin	Présentation	2011	2012	2013	2014	2015
Seringue autobloquante	0	0.053	0.053	0.053	0.053	0.053
DTC-HepB, 2 doses/flacon, liquide	2	1.600				
DTC-HepB, 10 doses/flacon, liquide	10	0.620	0.620	0.620	0.620	0.620
DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-HepB-Hib, 2 doses/flacon, lyophilisé	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-HepB-Hib, 10 doses/flacon, liquide	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-Hib, 10 doses/flacon, liquide	10	3.400	3.400	3.400	3.400	3.400
HepB monovalent, 1 dose/flacon, liquide	1					
HepB monovalent, 2 doses/flacon, liquide	2					
Hib monovalent, 1 dose/flacon, lyophilisé	1	3.400				
Antirougeoleux, 10 doses/flacon, lyophilisé	10	0.240	0.240	0.240	0.240	0.240
antipneumococcique (PCV10), 2 doses/flacon, liquide	2	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500
Antipneumococcique (PCV13), 1 dose/flacon, liquide	1	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500
Seringue de reconstitution pentavalent	0	0.032	0.032	0.032	0.032	0.032
Seringue de reconstitution antiamaril	0	0.038	0.038	0.038	0.038	0.038
Antirovirus pour calendrier 2 doses	1	7.500	6.000	5.000	4.000	3.600
Antirovirus pour calendrier 3 doses	1	5.500	4.000	3.333	2.667	2.400
Réceptacle de sécurité	0	0.640	0.640	0.640	0.640	0.640
Antiamaril, 5 doses/flacon, lyophilisé	WAP	0.856	0.856	0.856	0.856	0.856
Antiamaril, 10 doses/flacon, lyophilisé	WAP	0.856	0.856	0.856	0.856	0.856

**Note:** WAP: prix moyen pondéré (à utiliser pour chacune des présentations pour les vaccins pentavalent et fièvre jaune). Pour le vaccin pentavalent, ampoule d'une dose de vaccin liquide, ampoule de deux doses de vaccin lyophilisé et ampoule de 10 doses de vaccin liquide. Pour la fièvre jaune, ampoule de 5 doses de vaccin lyophilisé et ampoule de 10 doses de vaccin lyophilisé.

**Tableau 6.2 : Frais de transport**

Vaccins	Groupe	Pas de seuil	200 000 \$US		250 000 \$US		2 000 000 \$US	
			<=	>	<=	>	<=	>
Vaccin antiamaril	Fièvre jaune		20%				10%	5%
DTC+HepB	HepB et ou Hib	2%						
DTC-HepB-Hib	HepB et ou Hib				15%	3,50%		
Vaccin antipneumococcique (PCV10)	Antipneumococcique	5%						
Vaccin antipneumococcique (PCV13)	Antipneumococcique	5%						
Vaccin antirotavirus	Rotavirus	5%						
Vaccin antirougeoleux	Rougeole	10%						

## 7.9. Calcul des besoins

**Tableau 7.1.1 : Caractéristiques des vaccins DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid**

	Instructions		2011	2012	2013	2014	2015		TOTAL
<b>Nombre de nourrissons survivants</b>	Table 1	#	19,342	19,862	20,397	20,950	21,518		102,069
<b>Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose du vaccin</b>	Table 1	#	17,021	17,875	18,969	19,483	20,014		93,362
<b>Couverture vaccinale de la troisième dose</b>	Table 1	#	88%	90%	93%	93%	93%		
<b>Nombre d'enfants devant recevoir la</b>	Table 1	#	17,408	18,471	19,377	19,902	20,444		95,602

	Instructions		2011	2012	2013	2014	2015		TOTAL
première dose du vaccin									
Nombre de doses par enfant		#	3	3	3	3	3		
Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 1	#	1.05	1.11	1.11	1.11	1.11		
Stock de vaccins au 1 <sup>er</sup> janvier 2011		#		24,950					
Nombre de doses par flacon		#	1	1	1	1	1		
Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes		
Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	No	No	No	No	No		
Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes		
Prix du vaccin par dose	Table 6.1	\$	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850		
Quote-part du pays par dose		\$	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20		
Prix unitaire des seringues autobloquantes	Table 6.1	\$	0.053	0.053	0.053	0.053	0.053		
Prix unitaire des seringues de reconstitution	Table 6.1	\$	0.032	0.032	0.032	0.032	0.032		
Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Table 6.1	\$	0.640	0.640	0.640	0.640	0.640		
Frais de transport exprimés en % de la valeur des vaccins	Table 6.2	%	15.00%	15.00%	15.00%	15.00%	15.00%		
Frais de transport exprimés en % de la valeur des équipements d'injection	Table 6.2	%	10.00%	10.00%	10.00%	10.00%	10.00%		

### Tableaux de cofinancement pour DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid

Groupe de cofinancement	Faible revenu
-------------------------	---------------

	2011	2012	2013	2014	2015
Cofinancement Minimum	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20
Votre cofinancement	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20

**Tableau 7.1.2 :** Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (soutien de GAVI)

Fournitures achetées par GAVI et leur coût en \$US		Pour approbation		Pour aval			
		2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
Articles nécessaires							
Nombre de doses de vaccin	#		35,593	60,505	61,153	62,282	219,533
Nombre de seringues autobloquantes	#		33,209	60,582	61,197	62,328	217,316
Nombre de seringues de reconstitution	#		0	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#		368	672	680	692	2,412
Valeur totale cofinancée par GAVI	\$		103,302	165,436	146,811	136,630	552,179

**Tableau 7.1.3 :** Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (quote-part du pays)

Fournitures achetées par le pays et leur coût en \$US		Pour approbation		Pour aval			
		2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
Articles nécessaires							
Nombre de doses de vaccin	#		2,635	4,776	5,558	6,249	19,218
Nombre de seringues autobloquantes	#		2,458	4,782	5,562	6,253	19,055
Nombre de seringues de reconstitution	#		0	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#		28	54	62	70	214
Valeur totale cofinancée par le pays	\$		7,646	13,057	13,343	13,707	47,753

**Tableau 7.1.4 :** Calcul des besoins pour DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015			
			Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	
A	Quote-part du pays		6.89%			7.32%			8.33%			9.12%			
B	Nombre	Table 1	17,408	18,471	1,273	17,1	19,377	1,418	17,9	19,902	1,659	18,2	20,444	1,864	18,580

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015			
			Total	Gouvernement	GAV I										
	d'enfants devant recevoir la première dose du vaccin				98			59			43				
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre du vaccin (calendrier)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	
D	Nombre de doses nécessaires	B x C	52,224	55,413	3,819	51,594	58,131	4,253	53,878	59,706	4,975	54,731	61,332	5,592	55,740
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau des facteurs de perte	1.05	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11	1.11
F	Nombre de doses nécessaires pertes comprises	D x E	54,836	61,509	4,239	57,270	64,526	4,721	59,805	66,274	5,522	60,752	68,079	6,208	61,871
G	Stock régulateur des vaccins	(F – F de l'année précédente) * 0,25		1,669	116	1,553	755	56	699	437	37	400	452	42	410
H	Stock au 1er janvier 2011			24,950	1,720	23,230									
I	Nombre total de doses de vaccin nécessaires	F + G - H		38,228	2,635	35,593	65,281	4,776	60,505	66,711	5,558	61,153	68,531	6,249	62,282
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% perte)	(D + G –H) x 1,11		35,667	2,458	33,209	65,364	4,782	60,582	66,759	5,562	61,197	68,581	6,253	62,328

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015			
			Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	
L	nécessaires Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% perte) nécessaires I / J * 1,11		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires ) nécessaires (K + L) / 100 * 1,11		396	28	368	726	54	672	742	62	680	762	70	692	
N	Prix des vaccins nécessaires I x g		94,424	6,508	87,916	151,452	11,079	140,373	135,424	11,283	124,141	126,783	11,560	115,223	
O	Prix des seringues autobloquantes nécessaires K x ca		1,891	131	1,760	3,465	254	3,211	3,539	295	3,244	3,635	332	3,303	
P	Prix des seringues de reconstitution nécessaires L x cr		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Q	Prix des réceptacles de sécurité nécessaires M x cs		254	18	236	465	35	430	475	40	435	488	45	443	
R	Frais de transport des vaccins nécessaires N x fv		14,164	977	13,187	22,718	1,662	21,056	20,314	1,693	18,621	19,018	1,734	17,284	
S	Frais de transport du matériel d'injection (O+P+Q) x fd		215	15	200	393	29	364	402	34	368	413	38	375	

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015			
			Total	Gouvernement	GAV I										
	nécessaire														
T	Total des fonds nécessaires (N+O+P+Q+R+S)		110,948	7,646	103,302	178,493	13,057	165,436	160,154	13,343	146,811	150,337	13,707	136,630	
U	Total du cofinancement du pays 13 cc		7,646			13,057			13,343			13,707			
V	% de cofinancement du pays sur la part financée par le soutien de GAVI U / T		6.89%			7.32%			8.33%			9.12%			

## **8. Soutien à la Sécurité des Injections (SSI)**

Il n'y a aucun support SSI cette année.

## **9. Programme de Renforcement du Système de Santé (RSS)**

Il n'y a aucun support RSS cette année.

## **10. Programme Relatif aux Organisations de la Société Civile (OSC)**

Il n'y a aucun support OSC cette année.

## 11. Observations

### Observations des Présidents du CCIA/CCSS

Vous pouvez transmettre des observations que vous souhaitez porter à l'attention du CEI chargé du suivi ainsi que toute remarque que vous aimeriez faire sur les problèmes que vous avez rencontrés pendant l'année faisant l'objet du rapport. Ces observations s'ajoutent aux comptes rendus approuvés des réunions, qui doivent être inclus dans les pièces jointes.

Il est prévu qu'en 2012 le PEV se prépare à soumettre une proposition de soutien au SSV et au RSS. Pour le passage du pentavalent 1 dose à celui de 10 doses, le CCIA a accepté que cela se fasse, tout en émettant des réserves sur l'augmentation du taux de perte qui risque de doubler. Le PEV devra renforcer ses capacités pour que ce taux reste inférieur à 10% afin de se rassurer que les 10 doses nous reviennent effectivement moins coûteux par rapport au 1 dose. Le taux de change du dollar utilisé ici est celui du 30 décembre 2010 (1\$=349 KMF). Pour ce qui concerne les systèmes de production des données, il est à noter que le Ministère de la Santé en collaboration avec ses partenaires est en train de renforcer le Système National d'Information Sanitaire (SNIS) afin de garantir une meilleure coordination des données. En effet, le service d'information sanitaire a été érigé en 2010 en Direction de l'Information et des Statistiques Sanitaires, avec un renforcement en Ressources Humaines et en équipement adéquat pour continuer la production de données de qualité. Un plan de communication intégré est aussi en cours de réflexion afin de permettre aux programmes une meilleure atteinte des objectifs. Un audit est en cours actuellement pour les fonds GAVI et le rapport vous sera communiqué ultérieurement. Les fonds unicef utilisés pour l'achat des vaccins traditionnels s'élèvent à 51 302 USD mais il se trouve que dans la colonne des donateurs pour cette ligne, nous n'avons pas pu insérer le chiffre adéquat.

## 12. Annexes

### Annexe 1

#### INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION (SSV) ET À L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN

- I. Tous les pays ayant reçu un SSV/une allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient d'un report de fonds précédemment versés de SSV ou de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin en 2010 sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes prédéterminés de dépenses.
- III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
  - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture le 1<sup>er</sup> janvier 2010)
  - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
  - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
  - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
  - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
  - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du **système de classification économique de votre gouvernement**. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour l'année selon le propre système de classification économique de votre gouvernement, et les postes de dépenses applicables, par exemple : salaires et traitements. Si possible, veuillez rendre compte du budget pour chaque poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque poste au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds du SSV doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

## EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SSV ET DE L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN :

*Exemple de relevé des recettes et dépenses*

<b>Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – SSV de GAVI</b>		
	<b>Monnaie locale (CFA)</b>	<b>Valeur en \$US *</b>
<b>Solde reporté de 2008</b> ( <i>solde au 31 décembre 2008</i> )	25 392 830	53 000
<b>Récapitulation des recettes reçues en 2009</b>		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179,666	375
<b>Recettes totales</b>	<b>38 987 576</b>	<b>81 375</b>
<b>Dépenses totales en 2009</b>	<b>30 592 132</b>	<b>63 852</b>
<b>Solde au 31 décembre 2009</b> ( <i>solde à reporter sur 2010</i> )	60 139 325	125 523

\* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

<b>Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – SSV de GAVI</b>						
	<b>Budget en CFA</b>	<b>Budget en \$US</b>	<b>Dépenses réelles en CFA</b>	<b>Dépenses réelles en \$US</b>	<b>Variance en CFA</b>	<b>Variance en \$US</b>
<b>Dépenses salariales</b>						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
<b>Dépenses non salariales</b>						
Formation	13 000 000	27,134	12 650 000	26,403	350,000	731
Carburant	3 000 000	6,262	4 000 000	8,349	-1,000 000	-2 087
Entretiens et frais généraux	2 500 000	5,218	1 000 000	2,087	1,500 000	3 131
<b>Autres dépenses</b>						
Véhicules	12 500 000	26 090	6 792 132	14,177	5,707 868	11 913
<b>TOTAUX POUR 2009</b>	<b>42 000 000</b>	<b>87 663</b>	<b>30 592 132</b>	<b>63 852</b>	<b>11 407 868</b>	<b>23 811</b>

\*\* Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes à son propre système de classification économique.



## Annexe 2

### INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (RSS)

- I. Tous les pays ayant reçu des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient en 2010 d'un report de fonds de RSS précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
  - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2010)
  - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
  - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
  - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
  - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
  - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour chaque objectif et activité de RSS, conformément à la proposition de RSS de votre gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses utilisés doivent être fondés sur le propre système de classification économique de votre gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds de RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

## EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU RSS :

*Exemple de relevé des recettes et dépenses*

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – RSS de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US *
<b>Solde reporté de 2008</b> (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
<b>Récapitulation des recettes reçues en 2009</b>		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
<b>Recettes totales</b>	38 987 576	81 375
<b>Dépenses totales en 2009</b>	30 592 132	63 852
<b>Solde au 31 décembre 2009</b> (solde à reporter sur 2010)	60 139 325	125 523

\* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – RSS de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
<b>OBJETIF 1 DE LA PROPOSITION DE RSS : ÉLARGIR L'ACCÈS AUX DISTRICTS PRIORITAIRES</b>						
<b>ACTIVITÉ 1.1 : FORMATION DES AGENTS DE SANTÉ</b>						
<b>Dépenses salariales</b>						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
<b>Dépenses non salariales</b>						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
<b>TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.1</b>	<b>24 000 000</b>	<b>50 093</b>	<b>18 800 000</b>	<b>39 239</b>	<b>5 200 000</b>	<b>10 854</b>
<b>ACTIVITÉ 1.2 : RÉFECTION DES CENTRES DE SANTÉ</b>						
<b>Dépenses non salariales</b>						
Entretien et frais généraux	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131

<b>Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – RSS de GAVI</b>						
	<b>Budget en CFA</b>	<b>Budget en \$US</b>	<b>Dépenses réelles en CFA</b>	<b>Dépenses réelles en \$US</b>	<b>Variance en CFA</b>	<b>Variance en \$US</b>
<b>Autres dépenses</b>						
Équipement	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
<b>TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.2</b>	<b>18 000 000</b>	<b>37 570</b>	<b>11 792 132</b>	<b>24 613</b>	<b>6 207 868</b>	<b>12 957</b>
<b>TOTAUX POUR L'OBJECTIF 1</b>	<b>42 000 000</b>	<b>87 663</b>	<b>30 592 132</b>	<b>63 852</b>	<b>11 407 868</b>	<b>23 811</b>

\*\* Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de RSS et à son système de classification économique.

## Annexe 3

### INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) DE TYPE B

- I. Tous les pays ayant reçu des fonds OSC de type B pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient en 2010 d'un report de fonds OSC de type B précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
  - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2010 )
  - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
  - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
  - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
  - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
  - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse doit résumer les dépenses annuelles totales de chaque partenaire de la société civile, conformément à la proposition d'OSC de type B de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses devraient être fondés sur le propre système de classification économique de votre Gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

**EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN OSC DE TYPE B :**

*Exemple de relevé des recettes et des dépenses*

<b>Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – OSC de type B de GAVI</b>		
	<b>Monnaie locale (CFA)</b>	<b>Valeur en \$US *</b>
<b>Solde reporté de 2008</b> (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
<b>Récapitulation des recettes reçues en 2009</b>		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
<b>Recettes totales</b>	38 987 576	81 375
<b>Dépenses totales en 2009</b>	30 592 132	63 852
<b>Solde au 31 décembre 2009</b> (solde à reporter sur 2010)	60 139 325	125 523

\* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

<b>Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – OSC de type B de GAVI</b>						
	<b>Budget en CFA</b>	<b>Budget en \$US</b>	<b>Dépenses réelles en CFA</b>	<b>Dépenses réelles en \$US</b>	<b>Variance en CFA</b>	<b>Variance en \$US</b>
<b>OSC 1 : CARITAS</b>						
<b>Dépenses salariales</b>						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
<b>Dépenses non salariales</b>						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
<b>TOTAL POUR L'OSC 1 : CARITAS</b>	<b>24 000 000</b>	<b>50 093</b>	<b>18 800 000</b>	<b>39 239</b>	<b>5 200 000</b>	<b>10 854</b>
<b>OSC 2 : SAVE THE CHILDREN</b>						
<b>Dépenses salariales</b>						
Indemnités journalières	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131
<b>Dépenses non salariales</b>						
Formation	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087

<b>Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – OSC de type B de GAVI</b>						
	<b>Budget en CFA</b>	<b>Budget en \$US</b>	<b>Dépenses réelles en CFA</b>	<b>Dépenses réelles en \$US</b>	<b>Variance en CFA</b>	<b>Variance en \$US</b>
<b>Autres dépenses</b>						
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
<b>TOTAL POUR L'OSC 2 : SAVE THE CHILDREN</b>	<b>18 000 000</b>	<b>37 570</b>	<b>11 792 132</b>	<b>24 613</b>	<b>6 207 868</b>	<b>12 957</b>
<b>TOTAUX POUR TOUTES LES OSC</b>	<b>42 000 000</b>	<b>87 663</b>	<b>30 592 132</b>	<b>63 852</b>	<b>11 407 868</b>	<b>23 811</b>

\*\* Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de soutien OSC de type B et à son système de classification économique.

## 13. Pièces Jointes

### 13.1. Liste de documents justificatifs joints au présent rapport de situation annuel

Document	Section	Document numéro	Obligatoire *
Signature of Minister of Health (or delegated authority)		1	Oui
Signature of Minister of Finance (or delegated authority)		2	Oui
Signatures of members of ICC		3, 9	Oui
Signatures of members of HSCC			
Minutes of ICC meetings in 2010		4	Oui
Minutes of ICC meeting in 2011 endorsing APR 2010		5	Oui
Minutes of HSCC meetings in 2010			
Minutes of HSCC meeting in 2011 endorsing APR 2010			
Financial Statement for ISS grant in 2010		6	Oui
Financial Statement for CSO Type B grant in 2010			
Financial Statement for HSS grant in 2010			
EVSM/VMA/EVM report		7	
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for ISS grant			
CSO Mapping Report (Type A)			
New Banking Details			
new cMYP starting 2012		8	
Summary on fund utilisation of CSO Type A in 2010			
Financial Statement for NVS introduction grant in 2010			
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for CSO Type B grant			
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for HSS grant			
Latest Health Sector Review Report			

### 13.2. Pièces jointes

Liste de tous les documents obligatoires et facultatifs joints au présent rapport

**Note :** Utiliser l'icône **Télécharger fichier** pour télécharger le document. Utiliser l'icône **Supprimer champ** pour supprimer une ligne. Pour ajouter des lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
1	<p><b>Type de fichier:</b> Signature of Minister of Health (or delegated authority) *</p> <p><b>Description:</b> Cela se trouve à la 1ère page, à coté de celle du Ministre des Finances</p>	<p><b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Signatures des Ministres.pdf</a></p> <p><b>Date et heure:</b> 13.05.2011 06:37:46</p> <p><b>Taille:</b> 1 MB</p>		
2	<p><b>Type de fichier:</b> Signature of Minister of Finance (or delegated authority) *</p> <p><b>Description:</b> Cela se trouve à la 1ère page, à coté de celle du Ministre de</p>	<p><b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Signatures des Ministres.pdf</a></p> <p><b>Date et heure:</b></p>		

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
	la Santé	13.05.2011 06:37:46 Taille: 1 MB		
3	<b>Type de fichier:</b> Signatures of members of ICC * <b>Description:</b>	<b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Signature des CCIA.pdf</a> <b>Date et heure:</b> 20.05.2011 01:22:27 <b>Taille:</b> 887 KB		
4	<b>Type de fichier:</b> Minutes of ICC meetings in 2010 * <b>Description:</b> Les 3 PV se suivent dans ce même document	<b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Procès verbal des réunions du CCIA 2010.doc</a> <b>Date et heure:</b> 11.05.2011 09:16:31 <b>Taille:</b> 54 KB		
5	<b>Type de fichier:</b> Minutes of ICC meeting in 2011 endorsing APR 2010 * <b>Description:</b>	<b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Procès verbal de la 2è réunion du CCIA 2011.doc</a> <b>Date et heure:</b> 27.05.2011 05:41:51 <b>Taille:</b> 40 KB		
6	<b>Type de fichier:</b> Financial Statement for ISS grant in 2010 * <b>Description:</b> A la première page se trouvent les dépenses effectuées dans le cadre de l'introduction du Hib avec les fonds reçus en 2008. Les activités se poursuivent encore, d'où les justificatifs ici. Pour le SSV c'est à la 2ème et 3ème page.	<b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Etats financiers GAVI 2010.pdf</a> <b>Date et heure:</b> 27.05.2011 05:41:51 <b>Taille:</b> 3 MB		
7	<b>Type de fichier:</b> EVSM/VMA/EVM report <b>Description:</b>	<b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Rapport-EGV.doc</a> <b>Date et heure:</b> 11.05.2011 09:21:47 <b>Taille:</b> 583 KB		
8	<b>Type de fichier:</b> new cMYP starting 2012 <b>Description:</b> Ce plan couvre 2011 à 2014	<b>Nom du fichier:</b> <a href="#">PEV PPAC COMORES 2011-2014 FINAL.doc</a> <b>Date et heure:</b> 11.05.2011 09:24:33 <b>Taille:</b> 1 MB		
9	<b>Type de fichier:</b> Signatures of members of ICC * <b>Description:</b> Liste de présence des membres du CCIA à la réunion de validation du RAS 2010	<b>Nom du fichier:</b> <a href="#">Liste de présence CCIA PEV.pdf</a> <b>Date et heure:</b> 24.05.2011 08:34:10 <b>Taille:</b> 912 KB		